

zèle exemplaire. Il a présenté à la Chambre des mesures sur les jeunes contrevenants et sur la détermination de la peine, ainsi que des modifications au Code criminel.

• (1435)

Pour que les lois rendent vraiment justice à la population, elles doivent être rédigées correctement. Nous ne pouvons pas présenter d'un coup tous les amendements qui seraient souhaitables. La présentation et la formulation des lois méritent réflexion et toutes les précautions nécessaires doivent être prises. C'est exactement ainsi que nous allons procéder.

* * *

[Français]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

Mme Suzanne Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Le président démissionnaire de la Société Radio-Canada, Patrick Watson, a déclaré hier que des conseillers de l'ex-premier ministre, Brian Mulroney, sont intervenus à plusieurs reprises auprès de la direction de Radio-Canada, et en particulier lors du référendum de Charlottetown, pour influencer la programmation du service des nouvelles de la Société dans le sens des positions gouvernementales.

Le premier ministre approuve-t-il ce genre d'interventions politiques visant à faire pression sur la programmation de la Société Radio-Canada tel que pratiqué par le précédent gouvernement fédéral et ne croit-il pas que cette interférence va totalement à l'encontre de la liberté et de l'intégrité journalistiques?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, il faut croire que cela n'a pas été très efficace. Et je n'aime pas ne pas être efficace.

Mme Suzanne Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler au premier ministre que son parti a pris position pour amener les diffuseurs à promouvoir l'identité canadienne. Il va sans doute le faire avec beaucoup d'efficacité.

Alors, je lui demande s'il s'engage, au nom du gouvernement, à ne faire aucune pression sur la direction de Radio-Canada afin d'influencer sa politique d'information et sa programmation dans le contexte d'un référendum probable sur la souveraineté du Québec.

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, il y a une loi qui guide les opérations de Radio-Canada, et je leur demanderai de respecter la loi. Parmi les obligations de cette loi, il y a l'obligation de renseigner les gens sur les avantages que présente le Canada. C'est pourquoi la Société Radio-Canada a été établie. Qu'elle soit objective, c'est tout ce qu'on demande.

Je n'ai jamais appelé Radio-Canada et je n'ai pas l'intention de le faire. Je suis habitué de vivre avec la liberté de la presse, elle ne m'a pas toujours rendu la vie très facile, mais j'ai quand même assez bien survécu.

[Traduction]

LE SYNDROME D'IMMUNODÉFICIENCE ACQUISE

M. Myron Thompson (Wild Rose): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de la Santé.

Plus d'un demi-million de dollars d'argent des contribuables a été affecté à une campagne nationale sur le SIDA qui vise la communauté homosexuelle. Il est certain qu'il est important de renseigner le public sur cette maladie, mais l'argent a été utilisé pour publier une recette pour les homosexuels, décrivant en termes vulgaires et explicites la façon dont les hommes ont des relations sexuelles entre eux. C'est absurde.

Est-ce que la ministre approuve que l'on dépense un demi-million pour des horreurs semblables?

L'hon. Diane Marleau (ministre de la Santé): Monsieur le Président, le SIDA est une dangereuse épidémie. Si nous pouvons sauver ne serait-ce qu'une vie, nous devons faire tout ce qu'il nous est possible de faire pour y arriver.

Cette brochure a été préparée spécialement pour un groupe à risque. Il y a des moments où il faut appeler un chat, un chat sinon les gens ne comprennent pas.

M. Myron Thompson (Wild Rose): Monsieur le Président, c'est la réponse la plus ridicule que j'aie jamais entendue. Si l'on regarde ces brochures on voit: Relations orales, relations anales...

Des voix: Oh, oh!

• (1440)

Le Président: À l'ordre. Je suis sûr que le député aimerait poser sa question supplémentaire.

M. Thompson: Monsieur le Président, la ministre pourrait-elle nous expliquer comment ces brochures sont tombées entre les mains d'enfants de 10, 11 ou 12 ans dans des écoles d'un bout à l'autre du pays? Et ceux là-bas, est-ce qu'ils continueront à rire lorsque leurs petits-enfants ramèneront ce genre d'ordure à la maison?

L'hon. Diane Marleau (ministre de la Santé): Monsieur le Président, ces renseignements n'étaient certainement pas destinés aux enfants, mais ces comportements sont extrêmement dangereux et ceux qui les pratiquent doivent savoir quoi faire pour ne pas propager le virus du SIDA.

* * *

[Français]

LES COMMUNICATIONS AÉRIENNES

M. Michel Guimond (Beauport—Montmorency—Orléans): Monsieur le Président, 25 ans après l'adoption de la Loi sur les langues officielles et 20 ans après le débat entourant l'usage du français dans les communications aériennes, les services de contrôle aérien en français ne sont pas toujours accessibles partout sur le territoire québécois.